



KALLISTE REVISION COMPTABLE

Société de Commissaires aux Comptes
Membre de la Compagnie des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence
Agréée près la Cour d'Appel de Bastia

**C.R.V.I. de CORSE
CENTRE DE RECHERCHE VITICOLE DE CORSE
ASSOCIATION LOI DE 1901
SIEGE SOCIAL : Pôle agronomique
20230 SAN GIULIANO**

**ASSEMBLEE GENERALE STATUANT SUR LES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Siège Social :

Parc technologique de Bastia, Z.A.E. d'Erbajolo - 20600 BASTIA

☎ 04 95 30 18 60 ~ Fax 04 95 33 68 50Z

Mail : krc@kalliste-fiduciaire.com

Numéro de TVA Intracommunautaire FR49343744991

SARL au Capital de 100 000 Euros - Siret 343 744 991 00039 - APE 6920Z

**C.R.V.I. de CORSE
CENTRE DE RECHERCHE VITICOLE DE CORSE
ASSOCIATION LOI DE 1901
SIEGE SOCIAL : Pôle agronomique
20230 SAN GIULIANO**

**ASSEMBLEE GENERALE STATUANT SUR LES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Mesdames,
Messieurs les Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du C.R.V.I relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point de l'annexe qui concerne le traitement fiscal des prestations d'analyses réalisées (cf. annexe partie « autres informations »).

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nous vous précisons que nous avons porté une attention particulière au contrôle de la facturation ainsi qu'à l'analyse des subventions, de leurs utilisations et à ses incidences comptables.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la

capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bastia, le 1^{er} juin 2023

Pour la SARL KALLISTE REVISION COMPTABLE



**Le Gérant
Antoine VINCENTI**



Bilan Actif

| Bilan Actif | Du 01/01/2022 au 31/12/2022 | | | Au 31/12/2021 |
|--|-----------------------------|----------------|------------------|------------------|
| | Brut | Amort. Prov. | Net | Net |
| Actif immobilisé | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 35 700 | 34 981 | 719 | 1 435 |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | 4 363 | | 4 363 | 4 363 |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillages industriels | 467 792 | 395 716 | 72 076 | 64 117 |
| Autres immobilisations corporelles | 82 014 | 59 071 | 22 943 | 24 853 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations corporelles | 814 | | 814 | 814 |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations et créances rattachées | | | | |
| Autres titres immobilisés | 15 | | 15 | 15 |
| Prêts | | | | 1 000 |
| Autres immobilisations financières | 30 | | 30 | 30 |
| TOTAL I | 590 728 | 489 767 | 100 960 | 96 628 |
| Comptes de liaison II | | | | |
| Actif circulant | | | | |
| Stocks et encours | 5 412 | | 5 412 | 5 010 |
| Créances | | | | |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | 56 365 | 5 209 | 51 156 | 63 943 |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Autres | 441 293 | 27 673 | 413 620 | 663 989 |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Disponibilités | 482 607 | | 482 607 | 253 127 |
| Charges constatées d'avance | 12 107 | | 12 107 | 4 839 |
| TOTAL III | 997 784 | 32 882 | 964 902 | 990 907 |
| Frais d'émission des emprunts IV | | | | |
| Primes de remboursement des obligations V | | | | |
| Écarts de conversion actif VI | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI) | 1 588 511 | 522 649 | 1 065 862 | 1 087 535 |

Bilan Passif

| Bilan Passif | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|--|------------------|------------------|
| Fonds propres | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Écarts de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves pour projet de l'entité | 140 000 | 120 000 |
| Autres réserves | 445 822 | 418 587 |
| Report à nouveau | | |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 40 131 | 47 235 |
| Situation nette | 625 954 | 585 822 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | 51 798 | 51 619 |
| Provisions règlementées | | |
| TOTAL I | 677 751 | 637 442 |
| Comptes de liaison | | |
| II | | |
| Fonds reportés et dédiés | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| Fonds dédiés | 55 134 | 41 907 |
| TOTAL III | 55 134 | 41 907 |
| Provisions | | |
| Provisions pour risques | 10 928 | 6 816 |
| Provisions pour charges | 67 336 | 63 187 |
| TOTAL IV | 78 264 | 70 003 |
| Emprunts et dettes | | |
| Emprunts obligataires et assimilés | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 275 | 241 |
| Emprunts et dettes financières diverses | 550 | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 100 828 | 130 947 |
| Dettes des legs ou donations | | |
| Dettes fiscales et sociales | 139 738 | 166 633 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 11 092 | 20 678 |
| Autres dettes | 2 231 | 11 553 |
| Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | | 8 130 |
| TOTAL V | 254 713 | 338 182 |
| Écarts de conversion passif | | |
| VI | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI) | 1 065 862 | 1 087 535 |

Compte de résultat

| Compte de résultat | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|----------------|----------------|
| Produits d'exploitation | | |
| Cotisations | 141 950 | 134 135 |
| Ventes de biens et services | | |
| Ventes de biens | 54 329 | 39 849 |
| - dont ventes de dons en nature | | |
| Ventes de prestations de services | 165 780 | 160 107 |
| - dont parrainages | | |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 524 666 | 563 665 |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| Dons manuels | | |
| Mécénats | | |
| Legs, donations et assurances-vie | | |
| Contributions financières | | |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 11 888 | 36 388 |
| Utilisations des fonds dédiés | 10 673 | 4 639 |
| Autres produits | 24 | 32 |
| TOTAL I | 909 310 | 938 814 |
| Charges d'exploitation | | |
| Achats de marchandises | 37 844 | 41 674 |
| Variation de stocks | -402 | -5 |
| Autres achats et charges externes | 186 905 | 198 702 |
| Aides financières | | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 13 232 | 14 650 |
| Salaires et traitements | 404 657 | 435 455 |
| Charges sociales | 141 766 | 151 638 |
| Dotations aux amortissements et dépréciations | 64 555 | 52 585 |
| Dotations aux provisions | 4 149 | 5 264 |
| Reports en fonds dédiés | 23 900 | 11 200 |
| Autres charges | 2 809 | 15 |
| TOTAL II | 879 415 | 911 178 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | 29 894 | 27 635 |
| Produits financiers | | |
| Produits financiers de participation | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 1 145 | 510 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL III | 1 145 | 510 |
| Charges financières | | |
| Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions | | |
| Intérêts et charges assimilés | 729 | 606 |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL IV | 729 | 606 |
| RÉSULTAT FINANCIER (III - IV) | 416 | -96 |
| RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV) | 30 311 | 27 540 |

Compte de résultat (Suite)

| Compte de résultat (Suite) | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|----------------|----------------|
| Produits exceptionnels | | |
| Sur opérations de gestion | 804 | 175 |
| Sur opérations en capital | 22 831 | 24 387 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | 18 406 | 18 046 |
| TOTAL V | 42 042 | 42 608 |
| Charges exceptionnelles | | |
| Sur opérations de gestion | 21 293 | 22 667 |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 10 928 | 245 |
| TOTAL VI | 32 221 | 22 912 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | 9 820 | 19 695 |
| Participation des salariés aux résultats VII | | |
| Impôts sur les bénéfices VIII | | |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V) | 952 497 | 981 932 |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII) | 912 365 | 934 697 |
| EXCÉDENT OU DÉFICIT | 40 131 | 47 235 |

| | | |
|--|--|--|
| Contributions volontaires en nature | | |
| Dons en nature | | |
| Prestations en nature | | |
| Bénévolat | | |
| TOTAL | | |
| Charges des contributions volontaires en nature | | |
| Secours en nature | | |
| Mise à disposition gratuite de biens | | |
| Prestations en nature | | |
| Personnel bénévole | | |
| TOTAL | | |

Annexe

Objet social, nature et périmètre des activités et moyens mis en oeuvre

L'association a pour but :

- Toute activité de recherche appliquée et développement consistant en des travaux originaux entrepris en vue d'acquérir des connaissances nouvelles en matière viticole, œnologique et de sélection des cépages ;
- De rechercher des procédés techniques et expérimentaux sur la culture des vignobles ainsi que l'amélioration des moyens et conditions d'exploitation de la filière viticole (exploitants, structures de production) ;
- De mettre en œuvre les orientations viticoles définies par la profession et financées par les collectivités publiques selon une enveloppe budgétaire allouée en fonction d'une quote-part des dépenses affectées au programme de recherche ;
- De trouver des ressources extérieures aux subventions publiques permettant de couvrir le programme de recherche, par la vente des produits de l'association ou la réalisation de prestations ou d'études à destination des activités viticoles ;
- La formation des exploitants viticoles, ou des personnes relevant des professions connexes au secteur, en vue de développer les techniques des adhérents ainsi que l'enseignement auprès d'établissement scolaires.

Pour réaliser son objet social, l'association dispose de locaux situés au pôle agronomique de San Giuliano. Elle possède également du matériel de laboratoire et de vinification.

L'association a un effectif moyen de 11 personnes.

Les ressources de l'association sont constituées par :

- Les cotisations annuelles de ses membres ;
- Des dotations à la Recherche de la part des syndicats des producteurs, conseil interprofessionnel ou toutes autres structures professionnelles ;
- Les produits des ventes de matières issus de la recherche (levures, greffons, etc.), des prestations intellectuelles et techniques ;
- Les recettes des manifestations de toute nature organisées par l'association dans le cadre de ses statuts,
- Des subventions publiques (Europe, Etat, Région, Département, Commune.) dans le cadre de plans d'actions à durée déterminée renouvelable éventuellement, conçus par les pouvoirs publics et privés et confiés particulièrement au CRVI de Corse, en faveur du développement local de la viticulture, de la recherche biologique, œnologique et toute autre perspective d'amélioration de la vigne, des vins et la diffusion des connaissances.

Elles peuvent également comprendre toute autre ressource non interdite par les lois et règlements en vigueur.

Faits caractéristiques de l'exercice et événements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Faits caractéristiques de l'exercice

- Provision pour majorations et pénalités MSA :

Une provision pour risque d'un montant de 10 928 euros a été comptabilisée au 31/12/2022 concernant des majorations et pénalités sur les cotisations MSA des années 2018 et 2019.

L'association a transmis un courrier de contestation d'une partie de ces majorations et pénalités pour un montant de 4 861 euros, considérées comme prescrites.

A la date d'arrêté des comptes annuels, la réponse à cette contestation n'était pas encore parvenue, c'est pourquoi l'association a décidé de provisionner la totalité des majorations et pénalités réclamées par la MSA.

Faits caractéristiques de l'exercice et événements significatifs postérieurs à compter de la clôture (suite)

- Litige sur les ventes de greffons de Biancu Gentile 2022 :

En date du 04/11/2022, le CRVI a été informé par son client « les pépinières du Comtat » de la réception d'une notification de FranceAgriMer concernant la destruction de 23 400 plants de Biancu Gentile sur un site de production.

Cette notification est intervenue suite à un contrôle de FranceAgriMer sur l'unité de fabrication des pépinières Comtat en Savoie qui en possède deux au total.

Franceagrimer a donc détecté des échantillons positifs.

Les greffons concernés proviennent de la parcelle standard du CRVI DE CORSE (n° inscription FAM 091300002) exploitée depuis 6 campagnes à savoir 2017 à 2022.

Cette parcelle a été inspectée visuellement tous les ans, depuis 2016 par FAM, et par le CRVI en 2021 et 2022 en plus des contrôles officiels.

Le matériel fourni par cette parcelle est du matériel dit « standard ».

Les textes de FAM stipulent que le « matériel standard » n'entre pas dans les catégories « certifiée » et « base ». C'est un matériel végétal qui possède l'identité et la pureté variétale, mais sans garantie sanitaire autre que l'absence de symptômes visuels majeurs

En 2022, le CRVI a également vendu 79 fagots de Biancu Gentile aux pépinières Velletaz et 14 aux pépinières Mercier.

Une première estimation des pertes engendrées par le matériel virosé a été effectuée fin décembre par les pépiniéristes s'élevant à :

- 77 464 euros de préjudice pour les pépinières Comtat
- 9 000 euros de préjudice pour les pépinières Mercier

En date du 14/03/2023, une expertise sur site (pépinières Comtat) a été effectuée de manière à constater la véracité des pertes et le préjudice subi par les pépinières.

Le rapport d'expertise, remis à l'Assurance Generali du CRVI de Corse, fait apparaître le montant retenu de la réclamation présentée, à hauteur de 50 693 euros HT pour les pépinières Comtat. Il s'agit du coût « produit » des plants et non du coût « revente ».

Concernant la pépinière Mercier, aucun rapport d'expertise n'a été effectué concernant le préjudice.

Les lots ont été détruits par les pépinières Mercier sur la base de leur propre contrôle visuel.

A ce jour, le CRVI est en attente de la certification de destruction des plants de Franceagrimer pour les pépinières Mercier.

Celles-ci ont informé le CRVI de leur souhait de facturer 6327 plants « finis » sur 11 000 plants de Biancu Gentile mis en œuvre, au prix de la cotation mercuriale de 1.55 euros HT soit une perte sur coût « revente » de 9 806.85 euros HT.

Faits caractéristiques de l'exercice et événements significatifs postérieurs à compter de la clôture (suite)

- Litige sur les ventes de greffons de Biancu Gentile 2022 (suite) :

Pour mémoire les factures émises en 2022 pour le Biancu Gentile standards sont réparties de la manière suivante :

| Vente Pépiniériste | N° fact | Date | Coût Fagot de Biancu Gentile | | | Frais de Gestion facturé | Prix total HT facturé |
|---------------------|-------------|------------|------------------------------|-------|------------|--------------------------|------------------------------|
| | | | Quantité | PU HT | Montant HT | 26% | |
| Pépinières comtat | 20220200668 | 21/02/2022 | 121 | 34 | 4114 | 1069,64 | 5183,64 (+ 3 fagots offerts) |
| Pépinières Mercier | 20220200669 | 21/02/2022 | 14 | 34 | 476 | 123,76 | 599,76 |
| Pépinières Vellezaz | 20220200679 | 18/03/2022 | 76 | 34 | 2584 | 671,84 | 3255,84 (+ 3 fagots offerts) |

Pour information la corrélation entre le prix facturé CRVI et le montant du préjudice souhaité par le pépiniériste concerné est de :

- Comtat = x9.80
- Mercier = x15.01

Sachant que la perte est estimée sur la base du coût produit pour comtat et sur la base du coût revente pour mercier.

A ce jour, il semblerait que le risque soit limité car l'assurance du CRVI DE CORSE "Generali" devrait prendre en charge une partie conséquente des pertes, mais l'association ne connaît pas encore sa position financière exacte. Le risque serait donc limité mais non évaluable de façon fiable à la date d'arrêt des comptes annuels.

Les comptes annuels 2022 ne font donc pas apparaître de provision pour risque concernant ce litige.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total du bilan avant répartition est de 1 065 862 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 40 131 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- Logiciels 3 ans,
- Agencements et aménagements de 3 à 10 ans,
- Mobilier de bureau et informatique de 3 à 10 ans.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Provision pour risques et charges

L'association applique le règlement CRC 2000-06 sur les passifs.

Dans ce cadre, des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour l'association.

Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêt des comptes.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 62 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective et taux de charges sociales moyen de 40.56%),

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 67 336 euros. La dotation de l'année est de 4 149 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les investissements ne sont financés qu'en partie par les subventions, l'association devant assumer le reliquat. Pour financer ces investissements, les cotisations ont été affectées dans le plan d'investissement pour les prochaines années, ce qui se traduit par la constatation de fonds dédiés.

Ces sommes inscrites en fonds dédiés sont rapportées en produit au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation des investissements. Pour les immobilisations amortissables, l'association a choisi de rapporter en produits le montant de l'acquisition sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations.

Contributions volontaires en nature

Concernant la valorisation du temps de travail, l'heure de travail a été déterminée en retenant le coût horaire moyen des cadres ingénieurs du CRVI sur l'année 2022. Le taux horaire moyen obtenu s'élève à 40 euros de l'heure.

Les frais kilométriques sont évalués en fonction des kilomètres parcourus par le bénévole et au tarif en vigueur soit 0.529 euros du kilomètre.

Le bénévolat concerne les interventions (hors fonction de Présidente) de Madame VANUCCI COULOUMERE Josée :
- 129 heures soit 5 160 euros effectués pour des missions opérationnelles au sein du CRVI pour l'année 2022.
- Les frais kilométriques s'élèvent eux à 1 519 euros pour 2 872 km à 0.529 euros le kilomètre.

Les contributions volontaires en nature représentent des sommes non significatives, qui ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'association, elles n'ont donc pas été comptabilisées au cours de l'exercice.

Cotisations

L'association comptabilise les cotisations en produits lorsqu'elle génère un appel de cotisation, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation en produit.

Autres informations

Pour l'exercice 2022, une partie des prestations d'analyses est liée à la "charte associative du patrimoine viticole corse" et n'entre pas par ce biais dans la détermination du seuil des 73 518 euros (seuil de franchise des impôts commerciaux pour les activités accessoires).

Etat des immobilisations

| CADRE A | Valeur brute en début d'exercice | Augmentations | |
|---|-------------------------------------|-------------------------------|------------------------------------|
| | | Réévaluation de l'exercice | Acquisitions créances virements |
| Frais d'établissement et de développement | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | 35 700 | | |
| TOTAL | 35 700 | | |
| Terrains | 4 363 | | |
| Constructions : | | | |
| - Sur sol propre | | | |
| - Sur sol d'autrui | | | |
| Installations : | | | |
| - Générales, agencements et aménagements constructions | | | |
| - Techniques, matériel et outillage | 427 528 | | 40 263 |
| - Générales, agencements et aménagements divers | 10 704 | | 540 |
| Matériel : | | | |
| - De transport | 709 | | 2 706 |
| - De bureau et informatique, mobilier | 66 561 | | 794 |
| Emballages récupérables et divers | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | |
| Avances et acomptes | 814 | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | |
| TOTAL | 510 680 | | 44 303 |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | |
| Autres : | | | |
| - Participations | | | |
| - Titres immobilisés | 15 | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | 1 030 | | |
| TOTAL | 1 045 | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | 547 425 | | 44 303 |

| CADRE B | Diminutions | | Valeur brute des immos en fin d'exercice | Réval. légale ou éval. par mise en équival. |
|--|--------------|---------|--|--|
| | Virement | Cession | | Val. d'origine des immo. en fin d'ex. |
| Frais d'établissement et de développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | | | 35 700 | |
| TOTAL | | | 35 700 | |
| Terrains | | | 4 363 | |
| Constructions : | | | | |
| - Sur sol propre | | | | |
| - Sur sol d'autrui | | | | |
| Installations : | | | | |
| - Gales, agencements et aménagt. const. | | | | |
| - Techniques, matériel et outillage | | | 467 792 | |
| - Gales, agencements et aménagt. divers | | | 11 244 | |
| Matériel : | | | | |
| - De transport | | | 3 415 | |
| - De bureau et informatique, mobilier | | | 67 355 | |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | 814 | |
| Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés | | | | |
| TOTAL | | | 554 983 | |
| Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| Autres : | | | | |
| - Participations | | | | |
| - Titres immobilisés | | | 15 | |
| Prêts et autres immobilisations financières | 1 000 | | 30 | |
| TOTAL | 1 000 | | 45 | |
| TOTAL GÉNÉRAL | 1 000 | | 590 728 | |

Etat des amortissements

| CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice | | Montant au début de l'exercice | Augment. | Diminu. | Montant en fin d'exercice |
|--|--|--------------------------------|---------------|---------|---------------------------|
| Frais d'établissement et développement | | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | | |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | | 34 265 | 716 | | 34 981 |
| TOTAL | | 34 265 | 716 | | 34 981 |
| Terrains | | | | | |
| Constructions : - Sur sol propre | | | | | |
| - Sur sol d'autrui | | | | | |
| Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriel | | 363 411 | 32 305 | | 395 716 |
| Installations générales, agencements et aménagements divers | | 7 767 | 647 | | 8 414 |
| Matériel de transport | | 439 | 174 | | 613 |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | | 44 915 | 5 129 | | 50 044 |
| Emballages récupérables et divers | | | | | |
| TOTAL | | 416 532 | 38 254 | | 454 787 |
| TOTAL GÉNÉRAL | | 450 797 | 38 970 | | 489 767 |

| CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires | Dotations | | | Reprises | | | Mouvement net des amort. en fin d'exercice |
|--|-----------------------|----------------|-------------------------------|-----------------------|----------------|----------------------------------|--|
| | Différentiel de durée | Mode dégressif | Amort. fiscal exceptionnel | Différentiel de durée | Mode dégressif | Amort. fiscal exceptionnel | |
| Frais d'établissement et dvp. | | | | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | | | | |
| Autres postes d'immo. incorp. | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |
| Terrains | | | | | | | |
| Constructions : - Sur sol propre | | | | | | | |
| - Sur sol d'autrui | | | | | | | |
| Inst. gales, agenc. et aménag. des construc. | | | | | | | |
| Inst. tech. mat. et outil. indus. | | | | | | | |
| Inst. gales, agenc. et aménag. divers | | | | | | | |
| Matériel de transport | | | | | | | |
| Mat. de bureau et info. mob. | | | | | | | |
| Emballages récup. et divers | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |
| Frais d'acq. de titres de particip. | | | | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | | | | | | | |
| DOTATIONS NON VENTILÉES | | | REPRISES NON VENTILÉES | | | TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ | |

| CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices | Montant net au début de l'exercice | Augment. | Dot. exercice aux amort. | Montant net en fin d'exercice |
|--|------------------------------------|----------|--------------------------|-------------------------------|
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |

Etat des provisions et dépréciations

| Nature des provisions | Montant au début de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : reprises à la fin de l'exercice | Montant à la fin de l'exercice |
|---|--------------------------------|---|---|--------------------------------|
| Réglées | | | | |
| - Reconstitution des gisements | | | | |
| Provisions pour : - Investissements | | | | |
| - Hausse des prix | | | | |
| Amortissements dérogatoires | | | | |
| Provisions pour prêts d'installation | | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | |
| TOTAL I | | | | |
| Risques et charges | | | | |
| - Litiges | | | | |
| - Garanties données aux clients | | | | |
| - Pertes sur marché à terme | | | | |
| - Amendes et pénalités | | | | |
| - Pertes de change | | | | |
| Provisions pour : - Pensions et obligations | 63 187 | 4 149 | | 67 336 |
| - Impôts | | | | |
| - Renouvellement des immobilisations | | | | |
| - Gros entretien et grandes révisions | | | | |
| - Charges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | 6 816 | 10 928 | 6 816 | 10 928 |
| TOTAL II | 70 003 | 15 077 | 6 816 | 78 264 |

| Nature des dépréciations | Montant au début de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : reprises à la fin de l'exercice | Montant à la fin de l'exercice |
|---|--------------------------------|---|---|--------------------------------|
| Dépréciations | | | | |
| - Incorporelles | | | | |
| - Corporelles | | | | |
| Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations | | | | |
| - Titres mis en équivalence | | | | |
| - Titres de participation | | | | |
| - Financières | | | | |
| Sur stocks et en cours | | | | |
| Sur comptes clients | 16 317 | 6 512 | 9 020 | 13 809 |
| Sur créances reçues par legs ou donations | | | | |
| Autres provisions pour dépréciation | 11 590 | 19 073 | 11 590 | 19 073 |
| TOTAL III | 27 907 | 25 585 | 20 610 | 32 882 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | 97 910 | 40 662 | 27 426 | 111 146 |
| - D'exploitation | | 29 734 | 20 610 | |
| Dont dotations et reprises : - Financières | | | | |
| - Exceptionnelles | | 10 928 | 6 816 | |

Etat des créances

| Créances | Montant brut | Liquidité de l'actif | |
|--|----------------|--------------------------|-------------------------|
| | | Échéances à moins d'1 an | Échéances à plus d'1 an |
| De l'actif immobilisé | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts (1) (2) | | | |
| Autres immobilisations financières | 30 | | 30 |
| De l'actif circulant | | | |
| Clients douteux ou litigieux | 6 251 | 6 251 | |
| Autres créances clients | 50 114 | 50 114 | |
| Créances représentatives de titres prêtés | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | 17 482 | 17 482 | |
| Autres impôts, taxes et versements assimilés | | | |
| Divers | 415 211 | 415 211 | |
| Groupe et associés (2) | 8 600 | 8 600 | |
| Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres) | | | |
| Charges constatées d'avance | 12 107 | 12 107 | |
| TOTAL | 509 796 | 509 765 | 30 |
| (1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice | 500 | | |
| (1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice | 1 500 | | |
| (2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques | | | |

Commentaires : néant

Etat des dettes

| Dettes | Montant brut | Degré d'exigibilité du passif | | |
|---|----------------|-------------------------------|-------------------------|---------------------------|
| | | Échéances à moins d'1 an | Échéances à plus d'1 an | Échéances à plus de 5 ans |
| Emprunts obligataires convertibles (1) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (1) | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) : | 275 | 275 | | |
| - A 1 an max. à l'origine | | | | |
| - A plus d'1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières diverses (1) (2) | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 100 828 | 100 828 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 44 277 | 44 277 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 82 213 | 82 213 | | |
| Impôts sur les bénéfices | | | | |
| Taxe sur la valeur ajoutée | | | | |
| Obligations cautionnées | | | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | 13 248 | 13 248 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 11 092 | 11 092 | | |
| Groupe et associés (2) | 550 | 550 | | |
| Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres) | 57 364 | 57 364 | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL | 309 847 | 309 847 | | |
| (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (1) Emprunts remboursés en cours d'exercice | | | | |
| (2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques | | | | |

Commentaires : néant

Charges à payer et produits à recevoir

| Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan | Exercice clos le | Exercice clos le |
|---|------------------|------------------|
| | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 275 | 241 |
| Emprunts et dettes financières diverses | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 10 351 | 17 929 |
| Dettes des legs ou donations | | |
| Dettes fiscales et sociales | 62 432 | 76 066 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 2 035 | 2 035 |
| Autres dettes | 1 856 | 1 661 |
| TOTAL | 76 950 | 97 932 |

| Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan | Exercice clos le | Exercice clos le |
|---|------------------|------------------|
| | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
| Créances rattachées à des participations | | |
| Autres titres immobilisés | | |
| Prêts | | |
| Autres immobilisations financières | | |
| Créances clients et comptes rattachés | | 943 |
| Créances reçues par legs ou donations | | |
| Autres créances | | |
| Valeurs mobilières de placement | | |
| Disponibilités | | |
| TOTAL | | 943 |

Produits et charges constatés d'avance

| Produits constatés d'avance | | Exercice clos le | Exercice clos le |
|------------------------------------|------------------|-------------------------|-------------------------|
| | | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
| Produits : | - D'exploitation | | 8 130 |
| | - Financiers | | |
| | - Exceptionnels | | |
| TOTAL | | | 8 130 |

| Charges constatées d'avance | | Exercice clos le | Exercice clos le |
|------------------------------------|-------------------|-------------------------|-------------------------|
| | | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
| Charges : | - D'exploitation | 12 107 | 4 839 |
| | - Financières | | |
| | - Exceptionnelles | | |
| TOTAL | | 12 107 | 4 839 |

Effectif moyen

| Catégories de salariés | Salariés | En régie |
|-----------------------------------|-----------------|-----------------|
| Cadres | 5 | |
| Agents de maîtrise et techniciens | 4 | |
| Employés | 1 | |
| Ouvriers | 1 | |
| Apprentis sous contrat | | |
| TOTAL | 11 | |

Commentaires : néant

Honoraires des commissaires aux comptes

| Type d'honoraires | Montant |
|-------------------------------------|--------------|
| Contrôle légal des comptes | 8 570 |
| Conseils et prestations de services | |
| TOTAL | 8 570 |

Commentaires : néant

Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

| Engagements | Dirigeants | Autres | Provisions |
|--|------------|--------|---------------|
| Pensions et indemnités assimilées | | | |
| Compléments de retraite et indemnités assimilées : | | | |
| - Pour personnel en activité | | | |
| - Pour personnel à la retraite | | | |
| - De départ à la retraite et autres | | | |
| Indemnités : | | | |
| - Pour personnel en activité | | | |
| PROVISION IFC | | | 67 336 |
| | | | |
| TOTAL | | | 67 336 |

L'engagement de retraite est évalué conformément à la convention collective.

La provision IFC est calculée sur la base de l'article II.25 de la convention.

Les paramètres retenus pour le calcul sont les suivants :

- Taux de charges patronales moyen de 40.56%
- Table de mortalité 1997/1999.

Rémunération des dirigeants

| Rubriques | Total dirigeants | Organes | | |
|--|------------------|----------------|-----------|--------------|
| | | Administration | Direction | Surveillance |
| Engagements : - Financiers - De retraite | | | | |
| Avances et crédits alloués | | | | |
| Rémunérations allouées | | | 123 690 | |

Commentaires : néant

Transferts de charges

| Nature des transferts de charges | Montant |
|----------------------------------|--------------|
| MSA-CCPMA | 2 868 |
| TOTAL | 2 868 |

Variations des fonds dédiés

| | À l'ouverture de l'exercice | Reports | Utilisations | | Transferts (1) | À la clôture de l'exercice | |
|---|-----------------------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------------------|---|
| | | | Montant global | dont rembours. | | Montant global (2) | dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices |
| Subventions d'exploitation | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |
| Contributions financières d'autres organismes | | | | | | | |
| COTISATIONS | 41 907 | 23 900 | 10 673 | | | 55 134 | |
| TOTAL | 41 907 | 23 900 | 10 673 | | | 55 134 | |
| Ressources liées à la générosité du public | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | 41 907 | 23 900 | 10 673 | | | 55 134 | |

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts

Variations des fonds reportés

| | Au début de l'exercice | Augment. | Diminutions | À la clôture de l'exercice |
|----------------------------------|------------------------|----------|-------------|----------------------------|
| Legs ou donations | | | | |
| | | | | |
| TOTAL | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| | | | | |
| TOTAL | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL | | | | |

Variation des fonds propres art.431-5

| Variation des fonds propres | Montant en début d'exercice | Affectation du résultat | Augmentations | Diminutions ou consommations | Montant en fin d'exercice |
|-------------------------------------|-----------------------------|-------------------------|---------------|------------------------------|---------------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | | | | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Écarts de réévaluation | | | | | |
| Réserves | 538 587 | 47 235 | | | 585 822 |
| Report à nouveau | | | | | |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 47 235 | -47 235 | 40 131 | | 40 131 |
| Situation nette | 585 822 | | 40 131 | | 625 954 |
| Dotations consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | 51 619 | | 23 010 | 22 831 | 51 798 |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL | 637 442 | | 63 141 | 22 831 | 677 751 |

Tableau de subventions d'exploitations

| Subventions | Accordées du 01/01/2022 au 31/12/2022 ① | Dont reçues du 01/01/2022 au 31/12/2022 ② | Comptabilisées ultérieurement ①-② |
|--------------------|--|--|--|
| FRANCEAGRIMER | 445 474 | 140 545 | 304 929 |
| SGAC | 8 600 | | 8 600 |
| ODARC | 70 592 | | 70 592 |
| TOTAL | 524 666 | 140 545 | 384 121 |